

HOOFDSTUK IV. — *Verslag aan de Regering*

**Art. 17.** De raad van bestuur van het F.O.N.L. maakt jaarlijks een verslag op over zijn werkzaamheden en over de aanwending van de middelen die de Franse Gemeenschap ter beschikking stelt. De raad van bestuur van het N.F.W.O. neemt kennis van het verslag en zendt het aan de Regering over.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

**Art. 19.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 1994.

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
M. LEBRUN

F. 95 — 383

[S-Mac — 29014]

**16 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant le statut administratif et pécuniaire du personnel informatique des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat, notamment l'article 50, alinéa 3, modifié par la loi du 27 juillet 1971;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel administratif des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 présente des difficultés d'application et qu'il importe de le revoir à la lumière des dispositions réglementaires concernant le personnel administratif, technique et ouvrier des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française;

Vu le protocole du 31 mai 1994 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur IX;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique donné le 14 mars 1994;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget donné le 10 mars 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *De la carrière informatique*

**Article 1er.** L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

"Le présent arrêté s'applique au personnel occupant une fonction informatique ou assimilée dans des centres de traitement de l'information et des services de la Communauté française.

Les autorités universitaires communiquent au Gouvernement de la Communauté française la dénomination des centres, services ou fonctions visés à l'alinéa 1er.

Le Gouvernement dresse la liste des centres, services et fonctions visés à l'alinéa 1er."

**Art. 2.** Dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé "6° Catégorie du personnel spécialisé", modifié par l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, le grade 26 "poinçonneur - mécanographe" et le grade 27 "premier poinçonneur - mécanographe spécialiste" sont supprimés.

**Art. 3.** L'article 1er de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé "6° catégorie du personnel spécialisé" est modifié comme suit :

A. Accès d'agents de l'Université		B. Admissions au stage de candidats à l'Université	
Grades	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne I	Conditions spéciales	Diplômes ou certificats pris en considération
Les points 26 à 39 sont remplacés par :			
"26.	"		
"27.	"		
"28.	Opérateur-mécanographe de 2e classe	a) Agent affecté à un centre de traitement de l'information ou un service informatique depuis 1 an au moins ou exerçant depuis 1 an au moins des fonctions assimilées	a) épreuve de qualification b) 50 ans maximum

A. Accès d'agents de l'Université		B. Admissions au stage de candidats à l'Université	
Grades	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne I	Conditions spéciales	Diplômes ou certificats pris en considération
		<i>b) autre agent</i>	<i>a) changement de catégorie b) épreuve de qualification c) 50 ans maximum</i>
"29.	Opérateur-mécanographe de 1re classe	Opérateur-mécanographe de 2e classe	<i>a) avancement avec examen b) 6 ans d'ancienneté de grade au moins</i>
"30.	Chef-opérateur mécanographe de 2e classe	Opérateur-mécanographe de 1re classe	<i>a) promotion avec examen b) 9 ans d'ancienneté au moins dans les grades d'opérateur mécanographe de 1re classe et/ou de 2e classe</i>
"31.	Chef-opérateur mécanographe de 1re classe	Chef-opérateur mécanographe de 2e classe	<i>a) avancement avec examen b) 6 ans d'ancienneté de grade au moins</i>
"32.	Programmeur de 2e classe	Opérateur-mécanographe de 1re classe, Opérateur-mécanographe de 2e classe, Chef-opérateur mécanographe de 1re classe, Chef-opérateur mécanographe de 2e classe	Promotion avec examen
"33.	Programmeur	<i>a) programmeur de 2e classe b) titulaire d'un grade de rang 20 ou 21 c) titulaire d'un grade de rang 22</i>	<i>a) promotion avec examen b) ancienneté de grade de 3 ans a) promotion avec examen b) affecté depuis 5 ans au moins dans un centre de traitement de l'information ou au service informatique, ou exerçant depuis 5 ans au moins des fonctions assimilées a) changement de catégorie b) affecté depuis 5 ans au moins dans un centre de traitement de l'information ou au service informatique, ou exerçant depuis 5 ans au moins des fonctions assimilées</i>
(Diplôme d'enseignement supérieur de type court, de plein exercice ou de promotion sociale)			
"34.	Chef-programmeur	Programmeur	<i>a) avancement sans examen b) 9 ans d'ancienneté dans le grade de programmeur</i>
"35.	Analyste de programmation	Chef-programmeur	<i>a) promotion sans examen b) pas d'ancienneté requise</i>
"36.	Informaticien	<i>a) Chef-programmeur analyste de programmation b) titulaire d'un grade de rang 10 et 11 c) titulaire d'un grade de rang 12</i>	<i>a) promotion avec examen b) pas d'ancienneté requise a) promotion avec examen b) affecté depuis 5 ans au moins dans un centre de traitement de l'information ou au service informatique, ou exerçant depuis 5 ans au moins des fonctions assimilées a) changement de grade b) affecté depuis 5 ans au moins dans un centre de traitement de l'information ou au service informatique, ou exerçant depuis 5 ans au moins des fonctions assimilées c) réussite d'une épreuve de qualification</i>
(Diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long)			
"37.	Informaticien expert	Informaticien	<i>a) avancement avec examen b) 9 ans d'ancienneté de grade au moins</i>
"38.			
"39.	Informaticien directeur	Informaticien expert	<i>a) promotion sans examen b) pas d'ancienneté requise</i>

**Art. 4.** L'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 est remplacé par :

"L'ancienneté acquise par les membres du personnel informatique, titulaires d'un grade de rang 10, 11, 12, dans un centre de traitement de l'information, service informatique ou une fonction assimilée, est censée, lorsqu'ils sont nommés informaticiens, avoir été acquise dans ce nouveau grade. Il en est de même pour les membres du personnel informatique titulaires d'un grade de rang 20, 21, 22, lorsqu'ils sont nommés programmeurs."

**Art. 5.** A l'article 1er de l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé "E. Catégorie du personnel spécialisé" :

1. sont supprimés les grades "24° poinçonneur-mécanographe" et "25° premier poinçonneur-mécanographe spécialiste";
2. sont remplacés les grades "31° programmeur de 1re classe" par "31° programmeur" et "35° informaticien principal" par "35° informaticien expert".

**Art. 6.** L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française est abrogé.

#### CHAPITRE II. -- Dispositions transitoires et finales

**Art. 7.** A l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 est ajouté un article 8 libellé :

"Les agents en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition et titulaires d'un grade de :

1. poinçonneur-mécanographe et premier poinçonneur-mécanographe spécialiste sont nommés au grade d'opérateur-mécanographe de 2e classe; l'ancienneté de grade acquise par ces agents est censée avoir été acquise dans ce nouveau grade; il en est de même s'agissant de leur ancienneté pécuniaire aussi longtemps que leur barème ancien ne leur est pas plus favorable, auquel cas ce dernier s'applique;

2. opérateur-mécanographe de 1re classe peuvent être nommés au grade de chef-opérateur-mécanographe de 2e classe par avancement avec examen s'ils ont 9 ans d'ancienneté dans les grades d'opérateur-mécanographe de 1re classe et de 2e classe."

**Art. 8.** A l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 est ajouté un article 9 ainsi libellé :

"Les agents en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et titulaires du grade de :

1. programmeur de 2e classe peuvent être nommés au grade de programmeur s'ils sont titulaires des diplômes ou certificats pris en considération pour la participation au concours d'admission visé à l'article 4 et s'ils ont satisfait à un examen d'avancement; à défaut d'être titulaires d'un tel diplôme, ces mêmes agents peuvent être nommés au grade de programmeur s'ils comptent 5 ans d'ancienneté dans le grade de programmeur de 2e classe et s'ils satisfont à un examen d'avancement;

si les agents visés à l'alinéa précédent ne réussissent pas l'examen d'avancement, ils restent titulaires du grade de programmeur de 2e classe et peuvent être promus au grade de programmeur lorsqu'ils comptent 3 ans d'ancienneté de grade; néanmoins, et par dérogation à l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de services des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, point 34, les dits agents ainsi promus ne peuvent être nommés au grade de chef programmeur aussi longtemps qu'il n'ont pas satisfait à l'examen de programmeur;

2. programmeur de 1re classe sont nommés au grade de programmeur; l'ancienneté de grade acquise par ces agents est censée avoir été acquise dans le nouveau grade; le grade de chef programmeur est également conféré à ces agents s'ils ont 9 ans d'ancienneté dans les grades de programmeur de 2e classe et de programmeur de 1re classe;

3. informaticien classé au rang 10 sont nommés au grade d'informaticien classé au rang 12; l'ancienneté de grade acquise par ces agents est censée avoir été acquise dans le nouveau grade;

4. informaticien principal classé au rang 11 ou du grade d'informaticien principal chef de service classé au rang 12 sont nommés au grade d'informaticien expert classé au rang 13; l'ancienneté de grade acquise par ces agents dans le grade d'informaticien principal ou dans le grade d'informaticien principal chef de service est censée avoir été acquise dans le nouveau grade;

5. informaticien-directeur classé au rang 13 sont nommés au grade d'informaticien-directeur classé au rang 14; l'ancienneté de grade acquise par ces agents est censée avoir été acquise dans le nouveau grade;

6. informaticien principal-chef de service qui exercent la direction d'un centre de traitement de l'information sont nommés informaticien-directeur classé au rang 14."

**Art. 9.** A l'exception de son article 1er et de son article 7, le présent arrêté produit ses effets à la même date que l'arrêté du 6 janvier 1992 qu'il modifie, sans préjudice des droits, notamment statutaires et pécuniaires, qui sont nés de l'application des dispositions anciennes de cet arrêté.

**Art. 10.** Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

## TRADUCTION

N. 95 — 383

[S-Mac — 29014]

**16 DECEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het informaticapersoneel van de universiteiten, de faculteiten en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs van de Staat, inz. artikel 50, 3e lid, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 6 januari 1992 houdende administratief statuut en bezoldigingsregeling van het informaticapersoneel van de universiteiten, de universitaire faculteit en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat er bij de toepassing van laatstgenoemd besluit moeilijkheden rijzen en dat het moet herzien worden op grond van de reglementsbepalingen betreffende het administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de universiteiten, de faculteit en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol d.d. 31 mei 1994 met de besluiten van de onderhandeling in sectorcomité IX;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met het openbaar ambt d.d. 14 maart 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de begroting d.d. 10 maart 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Loopbaan van de informatici*

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 6 januari 1992 houdende administratief statuut en bezoldigingsregeling van het informaticapersoneel van de universiteiten, de universitaire faculteiten en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt :

"Dit besluit geldt voor het personeel met een informatica- of daarmee gelijkgestelde functie in centra voor informatieverwerking en diensten van de Franse Gemeenschap.

De besturen van de universiteiten delen aan de Regering van de Franse Gemeenschap de lijst mee van de in het 1e lid bedoelde centra, diensten of ambten. De Regering maakt de lijst op van bedoelde centra, diensten en ambten. »

**Art. 2.** In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum, onder de titel "6° gespecialiseerd personeel", gewijzigd bij artikel 3 van voormeld besluit van 6 januari 1992, worden de graden 26 "ponser-mechanograaf" en 27 "eerste vakman ponsen-mechanograaf" afgeschaft.

**Art. 3.** Artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 30 oktober 1971, onder de titel "6° Categorie gespecialiseerd personeel" wordt gewijzigd als volgt :

A. Toelating van personeelsleden van de universiteit		B. Toelating tot de stage van kandidaten die niet tot de universiteit behoren	
Graden	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan	Bijzondere voorwaarden	In aanmerking komende diploma's en getuigschriften
De punten 26 tot 39 worden vervangen als volgt:			
"26.			
"27.	"		
"28.	Operateur-mechanograaf 2e klasse	a) personeelslid van een CIV of informaticadienst sinds ten minste 1 jaar of uitoefening van een gelijkgestelde functie sinds ten minste 1 jaar b) ander personeelslid	a) kwalificatie-examen b) ten hoogste 50 jaar  a) verandering van categorie b) kwalificatie-examen c) ten hoogste 50 jaar
"29.	Operateur-mechanograaf 1e klasse	Operateur-mechanograaf 2e klasse	a) bevordering met examen b) ten minste 6 jaar graadanciënniteit

A. Toelating van personeelsleden van de universiteit		B. Toelating tot de stage van kandidaten die niet tot de universiteit behoren	
Graden	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan	Bijzondere voorwaarden	In aanmerking komende diploma's en getuigschriften
"30.	Hoofdoperateur 2e klasse	Operateur-mechanograaf 1e klasse	a) bevordering met examen b) ten minste 9 jaar graadanciënniteit als operateur-mechanograaf 1e klasse en/of 2e klasse
"31.	Hoofdoperateur 1e klasse	Hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse	a) bevordering met examen b) ten minste 6 jaar graadanciënniteit
"32.	Programmeur 2e klasse	Operateur-mechanograaf 1e klasse Operateur-mechanograaf 2e klasse Hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse Hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse	Bevordering met examen
"33.	Programmeur	a) programmeur 2e klasse b) titularis van een graad van rang 20 of 21 c) titularis van een graad van rang 22	a) bevordering met examen b) 3 jaar graadanciënniteit a) verandering van categorie b) ten minste 5 jaar fungeren in een CIV of informaticadienst of een gelijkgestelde functie uitoefenen a) verandering van categorie b) ten minste 5 jaar fungeren in een CIV of informaticadienst of een gelijkgestelde functie uitoefenen
(Diploma hoger onderwijs korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie).			
"34.	Hoofdprogrammeur	Programmeur	a) bevordering met examen b) 9 jaar graadanciënniteit als programmeur
"35.	Programmeringsanalist	Hoofdprogrammeur	a) bevordering zonder examen b) geen anciënniteit vereist
"36.	Informaticus	a) Hoofdprogrammeur-programmeringsanalist b) titularis van een graad van rang 10 en 11 c) titularis van een graad van rang 12	a) bevordering met examen b) geen anciënniteit vereist a) bevordering met examen b) ten minste 5 jaar fungeren in een CIV of informaticadienst of een gelijkgestelde functie uitoefenen a) verandering van graad b) ten minste 5 jaar fungeren in een CIV of informaticadienst of een gelijkgestelde functie uitoefenen c) slagen voor kwalificatieëxamen
Diploma universiteit of hoger onderwijs (lange type).			
"37.	Informaticus-expert	Informaticus	a) bevordering met examen b) geen anciënniteit vereist
"38.	"		
"39.	Informaticus-directeur	Informaticus-expert	a) bevordering zonder examen b) geen anciënniteit vereist

**Art. 4.** Artikel 6 van voormeld besluit van 6 januari 1992 wordt vervangen als volgt :

De anciënniteit, verworven door leden van het informaticapersoneel, met een graad van rang 10, 11, 12 in een centrum voor informatieverwerking, een informaticadienst of een gelijkgestelde functie, wordt, wanneer zij tot informaticus benoemd worden, geacht in deze graad verworven te zijn. Hetzelfde geldt voor leden van het personeel met een graad van rang 20, 21, 22, wanneer zij tot programmeur benoemd worden.

**Art. 5.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief personeel, het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum, onder de titel "E. Categorie gespecialiseerd personeel" :

1. vervallen de graden "24° ponsers-mechanograaf" en "25° eerste vakman ponsersmechanograaf";
2. worden de graden "31° programmeur 1e klasse" en "35° eerste informaticus" vervangen door "31° programmeur" en "35° informaticus-expert".

**Art. 6.** Artikel 2 van voormeld besluit van 6 januari 1992 wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK II. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 7.** Aan voormeld besluit van 6 januari 1992 wordt een artikel 8 toegevoegd, luidend als volgt :

"De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn, in de graad van :

1. ponsers-mechanograaf of eerste vakman ponsers-mechanograaf, worden benoemd tot operateur-mechanograaf 2e klasse; de door hen verworven graadanciënniteit wordt geacht in die nieuwe graad verworven te zijn : hetzelfde geldt voor hun geldelijke anciënniteit zolang hun vroegere weddeschaal niet gunstiger is, in welk geval deze toepasselijk is;
2. operateur-mechanograaf 1e klasse kunnen benoemd worden tot hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse door verhoging in graad met examen als zij 9 jaar anciënniteit tellen in de graden van operateur-mechanograaf 1e klasse en 2e klasse".

**Art. 8.** Aan voormeld besluit van 6 februari 1992 wordt een artikel 9 toegevoegd luidend als volgt :

"De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn, in de graad van :

1. programmeur 2e klasse, kunnen benoemd worden tot programmeur als zij houder zijn van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking komen voor de deelneming aan het in artikel 4 bedoelde toelatingsexamen en geslaagd zijn voor een bevorderingsexamen of, bij ontstentenis van bedoeld diploma, als zij 5 jaar anciënniteit tellen als programmeur 2e klasse en slagen voor een bevorderingsexamen; als die personeelsleden niet voor het bevorderingsexamen slagen, behouden zij de graad van programmeur 2e klasse en kunnen zij bevorderd worden wanneer zij 3 jaar graadanciënniteit tellen; niettemin kunnen zij, in afwijking van het koninklijk besluit van 30 november 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel, punt 34, na die bevordering pas benoemd worden tot hoofdprogrammeur wanneer zij geslaagd zijn voor het examen van programmeur;
2. programmeur 1e klasse, worden benoemd tot programmeur; hun graadanciënniteit wordt geacht in die nieuwe graad verworven te zijn; de graad van hoofdprogrammeur wordt eveneens aan die personeelsleden toegekend als zij 9 jaar anciënniteit in de graden van programmeur 2e klasse en 1e klasse tellen;
3. informaticus, ingedeeld bij rang 10, worden benoemd tot informaticus, ingedeeld bij rang 12; hun graadanciënniteit wordt geacht in die nieuwe graad verworven te zijn;
4. eerste informaticus, ingedeeld bij rang 11, of eerste informaticus-hoofd van dienst, ingedeeld bij rang 12, worden benoemd tot informaticus-expert, ingedeeld bij rang 13; hun graadanciënniteit in de graad van eerste informaticus(-hoofd van dienst) wordt geacht in de nieuwe graad verworven te zijn;
5. informaticus-directeur, ingedeeld bij rang 13, worden benoemd tot informaticus-directeur, ingedeeld bij rang 14; hun graadanciënniteit wordt geacht in die nieuwe graad verworven te zijn;
6. eerste informaticus-hoofd van dienst, belast met de leiding van een centrum voor informatieverwerking, worden benoemd tot informaticus-directeur, ingedeeld bij rang 14".

**Art. 9.** Behalve de artikelen 1 en 7 heeft dit besluit uitwerking op dezelfde datum als het besluit van 6 januari 1992 dat het wijzigt, onverminderd de rechten, o.m. inzake statuut en bezoldiging, ontstaan bij toepassing van de vroegere bepalingen van dat besluit.

**Art. 10.** De Minister, bevoegd voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

M. LEBRUN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 95 — 384

[C — 27056]

**22 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des modifications statutaires de la Société de Transport en Commun du Brabant wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment son article 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mai 1991 portant approbation des statuts de la Société de Transport en Commun du Brabant wallon;

Vu la décision du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Transport du 1er décembre 1994;